

Cadrage macro-économique

1.4.2 L'économie et les activités

L'approche du thème économique sera faite sous deux angles complémentaires : une analyse macro-économique permettant de caractériser l'économie libanaise dans son ensemble, et un bilan des activités, par secteur économique et par espace géographique.

1.4.2.a- Cadrage macro-économique

Un cadrage macro-économique sera réalisé pour faire le point sur les grands traits caractéristiques de l'économie libanaise dans le contexte régional et mondial de ce début de siècle.

Ce cadrage sera effectué à partir des données disponibles concernant l'évolution des grands agrégats économiques.

L'inexistence (du moins qu'à présent) d'une comptabilité nationale récente et régulièrement mise à jour, constitue certes un obstacle à cet égard. Mais les données disponibles à partir d'enquêtes, d'études partielles, d'exercices de simulation et d'extrapolation, permettent de dégager les tendances générales d'évolution des principaux agrégats durant les deux ou trois dernières décennies. Pour la période antérieure à la guerre civile, les travaux réalisés par l'Administration centrale de la statistique (en matière de comptabilité nationale) seront particulièrement utiles.

L'estimation du PIB et de sa structure pour 1977 (CDR/Kasparian), pour 1988-1990 (PNUD-enquête de terrain pour 1988 puis extrapolation pour 1989 et 1990) et pour 1994-95 (Administration Centrale de Statistique) aideront à retracer les grands traits caractéristiques de l'évolution du cadre macro-économique.

Par ailleurs, le programme d'ajustement financier (1999) et le programme de développement quinquennal (2000-2005) procureront des éléments importants, pour l'affinement et la mise à jour du cadre macro-économique.

Il en est de même des différentes estimations et extrapolations fournies par la BDL, le Ministère des Finances et certaines organisations internationales. Toutefois, un effort particulier sera fourni pour tirer les conclusions nécessaires concernant la dimension spatiale du cadre macro-économique, en se basant essentiellement sur des recoupements statistiques entre différents indicateurs économiques et sociaux disponibles. Une estimation sérieuse de l'évolution du PIB réel et de sa structure sectorielle et éventuellement géographique, pour la période 1970-2000, permettra de mieux situer l'ensemble des sous-produits et des composantes directement dépendants ou influencés par le cadre macro-économique.

En complément de l'approche chiffrée du cadre macro-économique, nous situerons l'économie libanaise dans le contexte actuel, en analysant en particulier les répercussions de la politique de libéralisation et d'insertion dans les nouveaux types d'accords régionaux et internationaux (zone de libre échange syro-libanais, APSA, projet de partenariat euro-méditerranéen, l'organisation mondiale du commerce....). Ces éléments de la « nouvelle donne économique » seront abordés sous différents angles : degré d'avancement, effets potentiellement attendus, effets concrètement réalisés jusqu'à présent, conditions du « côté de l'offre », forces et faiblesses.....

Méthode et objectifs

Cette note vise à présenter un tableau synthétique (et parfois critique) des informations disponibles sur le PIB du Liban, afin d'y reconnaître les permanences structurelles et les potentialités de développement mais aussi les distorsions dans l'allocation des facteurs et dans les prix.

Il est évident qu'il ne s'agit pas de proposer une estimation en règle de la valeur et de la structure du PIB et encore moins de chercher à établir une comptabilité d'économie régionale. Cela nécessite le travail d'institutions spécialisées et habilitées à recueillir les informations sans lesquelles pareils résultats ne sauraient être tenus pour fiables.

La dimension spatiale mérite sans aucun doute une attention particulière, il serait cependant risqué de la faire passer avant la connaissance des caractéristiques principales de l'économie dans son ensemble et ce pour deux raisons : la taille somme toute réduite du territoire et le caractère accentué des déséquilibres économiques globaux.

Cependant la compilation, la confrontation et la lecture critique des informations disponibles reste très utile. D'autant plus que le souci d'une meilleure connaissance de la réalité économique libanaise semble finalement commencer à s'imposer, même si elle plus d'ailleurs du fait des exigences d'instances étrangères (notamment les institutions financières internationales) que de la volonté propre des autorités libanaises.

Le cadrage macro-économique commande sans aucun doute beaucoup de choix dans le domaine de l'aménagement. Le degré d'interaction est cependant variable : la marge d'intervention publique en termes d'investissement est sans aucun doute fortement influencée par les données économiques, les actions de protection des sites le sont par contre très peu. Entre les deux, ce sont surtout les influences indirectes des politiques sectorielles sur les équilibres économiques qui méritent le plus d'attention car leur caractère induit ne doit pas conduire à en minimiser l'importance.

Données

Les données économiques au Liban restent très insuffisantes et celles qui sont accessibles sont souvent peu fiables, voire entachées d'erreurs conceptuelles, tant au niveau des définitions que de l'interprétation.

Historique des PIB

Dès 1962, le Liban s'est doté d'une Direction Centrale de la Statistique (DCS) au sein du Ministère du Plan. L'établissement d'une comptabilité Nationale constituait dès le départ une de ses missions essentielles.

La publication des comptes a commencé en 1966, l'année 1964 ayant été retenue comme année de base. Les derniers comptes publiés avant la guerre ont été ceux de 1972, les comptes de 1973 ont été estimés mais sont restés inconnus du public (jusqu'à leur publication partielle en 1997).

Peu après sa création (en plus de prérogatives dans les domaines du financement et de l'exécution des projets, il reprenait les fonctions du Ministère du Plan), le CDR a publié une estimation du PIB pour 1977.

Le PNUD a commandité en 1991 à une équipe d'économistes¹ une estimation du PIB pour 1988. Cette estimation a été par la suite réactualisée pour 1989 et 1990.

L'Administration Centrale de la Statistique (nouvelle appellation de la DCS, instituée dès 1977 et rattachée à la Présidence du Conseil des Ministres mais qui n'a pu recommencer son activité qu'en 1994) publiait, en octobre 1997, « L'état des comptes économiques 1994-1995 ».

Les comptes de 1996 et de 1997 ont été préparés mais n'ont pas été publiés. Ils ont cependant pu incorporer les résultats de plusieurs enquêtes menées par l'ACS :

- « L'évolution des effectifs scolaires 1973-1994 » publié en octobre 1995
- « L'évolution de la structure des importations par genre d'utilisation 1964-1995, publié en mars 1996 suivi, en août 1999, de « l'évolution de la structure des importations par genre d'utilisation 1976-1977-1978,
- « Le recensement des locaux et établissements par mohafazat », publiés entre septembre 1996 et juin 1998,
- « Les conditions de vie des ménages en 1997 », publié en février 1998,
- « La population active en 1997 », publié en août 1998,
- « Le budget des ménages en 1997 », publié en février 1999, etc.

Les références actuellement disponibles

En plus des études déjà citées et des bulletins mensuels de l'ACS (publiés depuis janvier 95 après trois numéros qui récapitulent brièvement les données pour 1992 à 1994), des travaux partiels ont par ailleurs été produits depuis la fin des hostilités en 1990.

- Deux recensements industriels ont été effectués par le Ministère de l'industrie, en collaboration avec le GTZ allemande, le premier en 1994 et le second en 1998.
- Le Ministère de l'Agriculture a procédé à un recensement général agricole (RGA) en collaboration avec la FAO en 1998.
- Le Ministère des Affaires Sociales a réalisé, en collaboration avec le PNUD, une enquête socio-économique entre 1994 et 1997.
- La Banque Centrale, publie depuis 1991 une estimation annuelle du PIB (sans aucun détail ni référence méthodologique). Elle publie régulièrement un vaste ensemble de données relatives au secteur financier (comptes de la Banque Centrale et des banques commerciales) dans ses bulletins mensuels, trimestriels et annuels mais d'abord sur son site Internet. On doit cependant déplorer que certaines séries aient été arrêtées et que les publications subissent des retards croissants. En revanche, elle a été amenée, à la demande du FMI, à détailler les postes des comptes extérieurs au-delà du solde final de la balance des paiements qu'elle publiait précédemment. Ces comptes ne sont malheureusement accessibles que sur base annuelle et de façon irrégulière. La BdL publie aussi mensuellement, depuis le début de 1994, un indicateur de tendance.
- En l'absence de recensement de la population et d'une définition de la résidence pour les Libanais, les seules données démographiques disponibles proviennent de l'état civil (naissances, décès, mariages, etc.) et amalgament résidents et non-résidents. La Sûreté générale publie des statistiques sur les entrées et sorties du territoire mais, depuis 1998, les données relatives aux ressortissants syriens n'ont plus été isolées. De plus l'écart considérable entre les flux nets de personnes décomptés au niveau de l'aéroport et au niveau de l'ensemble des postes frontière n'a pas reçu d'explication convaincante.

¹ L'équipe était dirigée par Samir Makdessi.

- Le Ministère des Finances publie mensuellement un tableau simplifié de l'état des finances publiques. Ces données sont cependant incomplètes et les arrêtés d'exécution des budgets accusent des retards considérables. Le site Internet des douanes fournit des renseignements détaillés et réguliers.
- Diverses données d'activité en volume sont régulièrement recueillies et publiées par la Banque Centrale et dans les bulletins mensuels de l'ACS.
- Les indices de prix se réduisent à l'indice mensuel des prix à la consommation à Beyrouth et dans ses environs. Cet indice s'appuie sur l'enquête sur le budget des ménages effectuée par la DCS en 1966 et comprend 238 articles. Jusqu'en 1975, il était calculé et publié par l'ACS. Depuis mars 1978, un établissement privé (CRI) a pris la relève de la DCS et a publié l'indice sur base trimestrielle jusqu'en 1990. Les pondérations ont été corrigées en 1988 et l'indice est publié mensuellement depuis 1990. Cet indice (CPI) est généralement utilisé tel quel comme déflateur du PIB, ce qui est à la source de bien des malentendus. Ce point sera repris plus bas.

De façon globale, les données régulières disponibles proviennent finalement de quatre sources :

- les comptes du secteur financier (banques commerciales et Banque Centrale), dont les données monétaires
- les comptes publics
- les statistiques douanières (qui font l'objet d'un reclassement fonctionnel dans les rapports périodiques de l'ACS),
- les données des prix à la consommation

Un certain nombre d'établissements bancaires privés se sont progressivement mis à publier des rapports économiques périodiques (mensuels et même hebdomadaires pour certains). Ils reprennent en général les données publiques. Certains se sont laissés aller à publier les taux de variation des principaux agrégats macro économiques (dont le PIB) sur base de modèles estimatifs restés inconnus. En revanche l'Association des banques au Liban (ABL) publie une brochure mensuelle qui compile et analyse les données officielles avec l'avantage que cette publication précède souvent les publications officielles.

Les données officielles

Le texte reproduit ci-après est tiré du mémorandum de la dernière émission d'eurobonds en 2001. Il présente l'essentiel du discours public officiel au sujet des données macroéconomiques libanaises :

Gross Domestic Product

With the restoration of peace and stability, the GDP registered high growth rates for the period from 1993 to 1995, averaging an estimated real growth rate of 7.2 per cent. per annum. Real GDP grew at slower estimated rates of 4 per cent. in 1996 and 1997, 3 per cent. in 1998, 1 per cent. in 1999, and 0 per cent. in 2000. Real growth is estimated to have been 1.5 per cent. in 2001.

The following table shows estimates of gross domestic product for the years 1996 to 2001:

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
GDP (at market prices) billions of LL	20,417	22,880	24,509	24,816	24,816	25,188
Exchange rate, LL per U.S. \$ (period average).	1,571	1,539	1,516	1,507.5	1,507.5	1507.5
GDP (at market prices) millions of U.S. Dollars (1) ..	12,996	14,867	16,167	16,462	16,462	16,708
Growth of Real GDP.	4.0%	4.0%	3.0%	1.00%	0.0%	1.5%
Growth of Nominal GDP	13.2%	12.1%	7.1%	1.27%	0.0%	1.5%
GDP Inflation.	8.8%	7.8%	4.0%	0.25%	0.0%	0.0%

Source: Ministry of Finance/Banque du Liban.

No official GDP calculations have been made since 1977. The CAS has calculated the GDP for 1994 and 1995 (see above) and is in the process of calculating GDP for 1996 and 1997. Prospective readers should be aware that actual amounts may differ from current estimates included in this Document.

The following table shows the composition of the Republic's GDP for the years 1994 and 1995, as calculated by the CAS. No figures are available for later years but it is believed that the composition of the Republic GDP has not changed significantly since 1995.

Composition of GDP by Sector (at current prices)	1994	1995 (per cent.)
Agriculture	12.0	12.4
Energy, Water and Industry	17.7	17.3
Construction	9.4	9.2
Transport and Communication	2.8	2.8
Commerce	28.7	30.1
Housing	4.5	4.2
Other Services ⁽¹⁾	16.7	16.4
Public Administration	8.3	7.4
Total	100.0	100.0

Note: ⁽¹⁾ Includes financial services, hotels, restaurants, health services and education.

Les valeurs du PIB

Les données officielles relatives aux niveaux du PIB sont présentées dans le tableau suivant.

Il faut noter que les estimations qui y figurent ne sont pas homogènes, du moins quant à leur source. Elles proviennent :

- du PNUD, pour 1988, 1989 et 1990,
- de la Banque du Liban (BdL) pour toutes les années depuis 1992
- de l'ACS pour 1994 et 1995 (et à titre non officiel pour 1996 et 1997).

Les taux de croissance réelle sont obtenus en appliquant comme déflateur du PIB l'indice des prix à la consommation. Ils diffèrent donc parfois des taux de croissance annoncés. Vu qu'aucun autre déflateur n'a jamais été mentionné, on peut croire que c'est bien cet indice qui est utilisé et que les corrections sont appliquées a posteriori quand les résultats obtenus (à moins que le taux de croissance réelle ne soit décrété préalablement et que le PIB nominal ne soit estimé par la suite).

(milliards LBP)	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
PIB (PNUD)	1.340	1.295	1.795										
PIB (BdL annuel)					9.499	13.122	15.305	18.028	20.417	22.880	24.509	24.816	24.816
PIB (ACS, en 1997)							14.992	17.775	20.029	22.746			
Cours USD moyen	0.409	0.497	0.702	0.928	1.713	1.781	1.679	1.622	1.574	1.540	1.518	1.508	1.508
PIB (LBP)	1.340	1.295	1.795	3.759	9.499	13.122	14.992	17.775	20.417	22.880	24.509	24.816	24.816
PIB (USD)	3.274	2.607	2.558	4.051	5.545	7.369	8.929	10.962	12.971	14.862	16.151	16.459	16.462
croissance PIB LBP		-3,3%	38,6%	109,4%	152,7%	38,1%	14,3%	18,6%	14,9%	12,1%	7,1%	1,3%	0,0%
variation CPI (LBP)		77,8%	68,6%	50,1%	99,8%	24,7%	8,2%	10,3%	8,9%	7,7%	4,8%	0,0%	-0,4%
croissance réelle (déf CPI)		-45,6%	-17,8%	39,5%	26,5%	10,7%	5,6%	7,5%	5,5%	4,0%	2,2%	1,2%	0,4%

Avant toute analyse, ces données appellent deux remarques :

- Entre la série des PIB du PNUD (zone jaune), interrompue en 1991 pour l'année 1990, et celle de la BdL, inaugurée en 1993 pour 1992 et poursuivie depuis, on peut reconnaître une coupure (1991) et un saut quantitatif (de 3 milliards USD à près de 6 milliards). Il est vrai qu'entre-temps l'arrêt des hostilités et la réouverture des voies de passage entre les zones du pays avaient produit un effet économique massif et immédiat. Pourtant l'année 1988 avait été relativement calme et l'activité n'y a pas connu d'interruptions significatives.
- Entre la série de la BdL et celle de l'ACS (zone rose), en revanche, on ne peut que s'étonner que les évaluations de l'ACS, parues deux ans après les estimations de la BdL, n'en diffèrent que de 1% ou de 2%. La même coïncidence s'est reproduite avec les estimations du PIB de 1996 et 1997 qui n'ont pourtant pas été publiés bien que (ou peut-être parce que) elles aient pu profiter des résultats de la batterie d'enquêtes (recensements et études par sondage) réalisées entre-temps.

Développements récents

Il est ainsi remarquable (et probablement significatif) que, depuis la parution des résultats de la série d'enquêtes menées en 1996-1997, ni l'ACS à titre officiel, ni les personnes compétentes qui ont pu avoir accès à leurs résultats, à titre individuel et privé, n'aient publié quoi que ce soit au niveau des comptes nationaux. Les résultats provisoires des années 1996 et 1997 peuvent ne pas avoir été publiés parce que les résultats des enquêtes seraient venus infirmer les hypothèses sur la base desquelles auraient été établies les estimations, publiées, pour 1994 et 1995 et celles de 1996 et 1997, visiblement réalisées dans le prolongement des premières.

On ne peut donc, après un vide statistique de près de cinq ans et dans le climat de doute qui entoure les données existantes, que se féliciter des contacts que le gouvernement a noués avec l'INSEE dans le courant de 2002 pour relancer le travail.

Démarche

Les données disponibles relatives à l'économie libanaise sont disparates. Nous tenterons dans ce qui suit de les mettre en correspondance et de les confronter en vue d'arriver à les classer schématiquement en trois catégories : les données fiables qui seraient à retenir telles quelles, les données corrigibles que l'on pourrait retenir au prix d'ajustements argumentés et les données que l'on devrait rejeter car, par une argumentation raisonnée, on pourrait les juger comme non fiables.

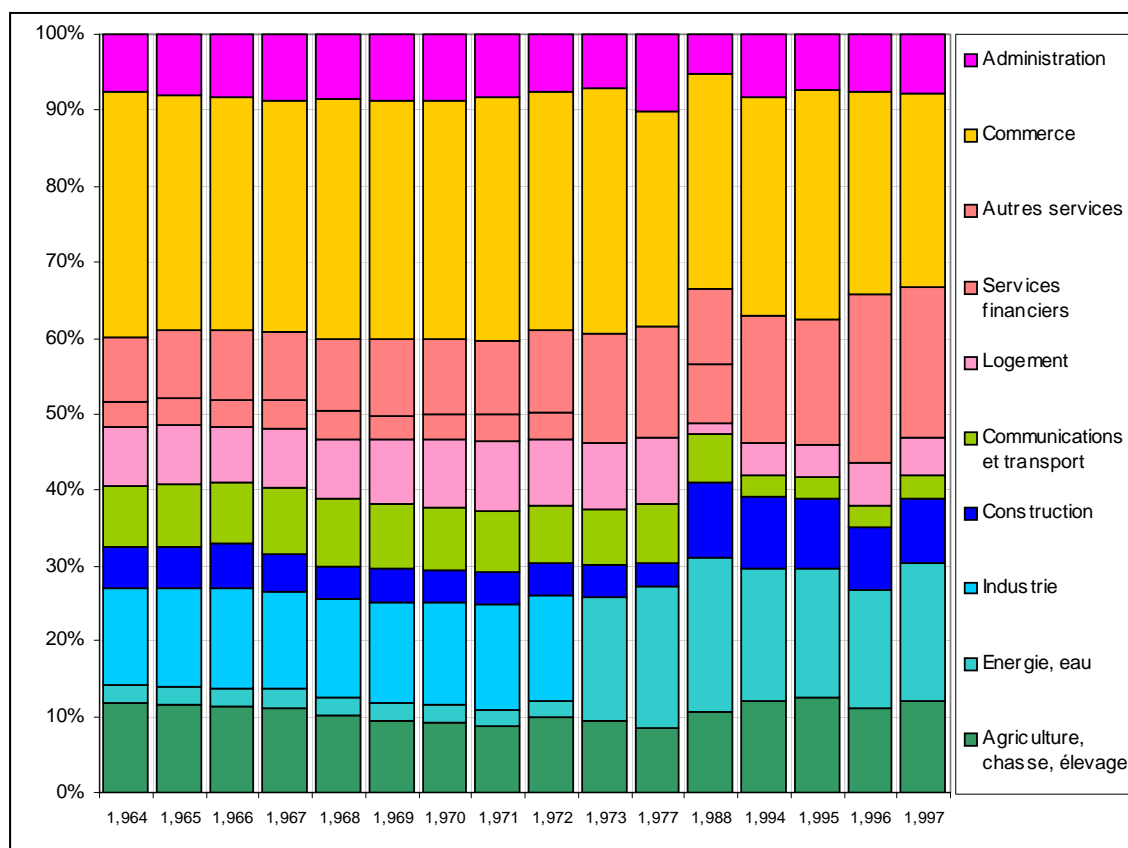
Sur la base de l'ensemble des données retenues comme fiables, telles quelles ou après correction, on pourrait ensuite dégager une synthèse des principales caractéristiques de l'économie libanaise qui soit à la fois cohérente et compatible avec ces données.

Il reste que l'argumentation susceptible d'aboutir à la correction de tel résultat ou au rejet de tel autre n'est pas toujours factuelle. Elle doit nécessairement faire appel, explicitement ou implicitement, à certaines considérations théoriques. Cela ne devrait pas manquer de nourrir les débats de politique économique, bien pauvres, dans le pays.

Questions de niveau

Le PIB : l'approche par la production. La structure par branches

Le graphique ci-dessous présente la structure du PIB par branche pour toutes les années pour lesquelles cette décomposition est disponible dans les sources officielles.



A première vue, on relève que la structure semble avoir peu évolué sur 34 ans.

On peut cependant relever dans le tableau ci-dessous certains traits qui méritent d'être soulignés :

(millions LBP)	1.968	1.972	1.994	1997	1.968	1.972	1.994	1997
Agriculture, chasse, élevage	436	631	1.807.000	2.817.300	10,2%	9,9%	12,1%	12,4%
Énergie, eau	99	129	27.000	484.800	2,3%	2,0%	0,2%	2,1%
Industrie	552	884	2.631.000	3.818.000	12,9%	13,9%	17,5%	16,8%
Construction	194	290	1.417.000	2.004.700	4,5%	4,6%	9,5%	8,8%
Communications et transport	380	478	417.000	676.800	8,9%	7,5%	2,8%	3,0%
Logement	335	558	670.000	1.169.395	7,8%	8,8%	4,5%	5,1%
Services financiers	164	235	2.512.000	4.663.705	3,8%	3,7%	16,8%	20,5%
Autres services	397	676			9,3%	10,6%		
Commerce	1.360	2.007	4.314.000	5.958.200	31,8%	31,5%	28,8%	26,2%
Administration	358	477	1.244.000	1.761.720	8,4%	7,5%	8,3%	7,7%
Correction			-46.000	-608.500	0,0%	0,0%	-0,3%	-2,7%
Produit intérieur brut	4.275	6.365	14.993.000	22.746.120	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

- Contrairement à l'impression courante, la part de l'administration n'aurait pas augmenté entre la période d'avant-guerre et la période d'après-guerre, à moins que le PIB d'après-guerre ne soit sur-évalué. Il en va de même pour le commerce et dans une large mesure des communications et du transport (notamment pour 1997).
- En contrepartie, on relève étrangement que les parts de l'industrie et de l'agriculture auraient sensiblement augmenté après la guerre. Cela peut conduire à douter ou bien d'une surévaluation des valeurs ajoutées dans ces deux secteurs ou bien d'une sous-évaluation des PIB dans la période d'après-guerre.
- L'augmentation sensible de la contribution de la construction semble à première vue conforme à l'impression directe.

Le PIB : l'approche par l'utilisation. L'équilibre des ressources et emplois

Contrairement à la structure du PIB par branches, la structure des ressources et des emplois dans l'économie libanaise présente des différences frappantes entre la période d'avant guerre et les années 90.

(millions LBP)	1.968	1.972	1.994	2.000	1.968	1.972	1.994	2.000
PIB (aux prix de marché)	4.275	6.365	14.993.000	24.856.000	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Importations	1.615	2.776	9.936.000	8.735.963	37,8%	43,6%	66,3%	35,1%
Ressources=Emplois	5.890	9.141	24.929.000	33.591.963	137,8%	143,6%	166,3%	135,1%
Consommation	4.106	6.114	18.206.000	29.654.609	96,0%	96,1%	121,4%	119,3%
FBCF	776	1.297	5.457.000	5.364.014	18,2%	20,4%	36,4%	21,6%
Exportations	1.008	1.730	1.265.000	1.073.340	23,6%	27,2%	8,4%	4,3%
Balance commerciale	-607	-1.046	-8.671.000	-7.662.623	-14,2%	-16,4%	-57,8%	-30,8%
Solde autres opérations	642	936	1.784.420	-824.603	15,0%	14,7%	11,9%	-3,3%
Solde opérations courantes	35	-110	-6.886.580	-8.487.225	0,8%	-1,7%	-45,9%	-34,1%
Opérations de capital	86	877	8.788.411	8.051.558	2,0%	13,8%	58,6%	32,4%
Balance des paiements	121	767	1.901.832	-435.668	2,8%	12,1%	12,7%	-1,8%

Le tableau ci-dessus présente l'équilibre des emplois et des ressources de l'économie libanaise pour quatre années significatives : 1968, 1972, 1994 et 2000.

La comparaison avec les années d'avant 1975 vise à rappeler que si la balance commerciale libanaise a bien été historiquement déficitaire, ce déficit n'était que de l'ordre de 15% du PIB ; on est donc loin des déficits d'après guerre qui oscillent entre 60% du PIB (en 1994, année de forts investissements notamment dans la construction) et 30% (en 2000, année où les investissements s'étaient beaucoup réduits et à condition, bien sûr, d'entériner les valeurs des PIB d'après 1995).

Elle vise aussi à souligner l'importance cruciale du solde des opérations courantes : ce solde était équilibré avant 1975, il s'est transformé en un déficit colossal depuis le début des années 90, variant entre 46% en 1994 et 35% en 2000. Ces niveaux sont absolument intolérables et constituent sans aucun doute, quoi qu'en disent certains, le principal talon d'Achille de l'économie libanaise.

Le déficit considérable de la balance courante a pu être couvert année après année, dégageant une balance des paiements excédentaire, sauf en 1998. Il est malheureusement impossible de connaître avec certitude la structure des flux financiers et de capital qui ont permis d'assurer cette couverture.

Entre la balance commerciale et la balance des paiements, chacun pouvait remplir les lignes suivant son inspiration. Les rémunérations nettes des facteurs (travail notamment) étaient exagérées réduisant le déficit des opérations courantes et l'argument répété consistait à rapporter la majeure partie de sa couverture, parmi les opérations en capital aux investissements extérieurs directs au détriment de la part des flux de capitaux courts. Au vu du volume nécessairement réduit des investissements industriels et des achats d'actions, ces investissements extérieurs directs ne pouvaient qu'aller vers l'immobilier. Année après année, les investissements extérieurs cumulés dans l'immobilier devenaient clairement hors de proportion avec les indicateurs objectifs disponibles. Il fallait bien reconnaître un jour que la couverture provenait plutôt de l'attraction de capitaux courts.

Le rapport annuel de la Banque du Liban pour 1999 a procédé, suite aux discussions avec les représentants des organisations financières internationales (notamment le FMI), à la correction de plusieurs postes des comptes des opérations courantes et des comptes des mouvements de capitaux, rétrospectivement, pour les années 1995 à 1998.

Le tableau ci-dessous présente les effets de cette correction sur les années 1995 à 2000, en intercalant, au milieu, pour 1997, les estimations officielles antérieures à la correction et celles retenues après la correction :

Millions USD	1995	1996	ancienne 1997	corrigée 1997	1998	1999	2000
Balance courante	-5895	-4507	-4153	-5805	-5863	-5618	-5630
Balance commerciale sur les biens	-5947	-6209	-6248	-6274	-5815	-5085	-5083

Balance des services	149	425	635	-150	-199	96	85
Transferts sans contrepartie	-97	1277	1460	619	151	-629	-632
Compte de capital	6151	5293	4573	6223	5375	5880	5341
Investissements directs	2933	2552	2672	1712	1097	740	886
Investissements de portefeuille	0	0	70	0	-416	129	-67
Tirages nets sur prêts extérieurs publics	531	505	546	570	238	590	243
Flux net de capitaux CT non bancaires	450	186	186	488	-350	-350	-350
Autres flux de capitaux	2237	2050	1099	3453	4806	4771	4629
Balance des paiements	256	786	420	418	-488	262	-289
Variation avoirs extérieurs nets BdL	591.1	1428.4	61.7	61.7	478.8	1349.7	-1706.4
Variation avoirs extérieurs nets banques	-335.1	-642	358.1	358.1	-966.4	-1089	1417.3

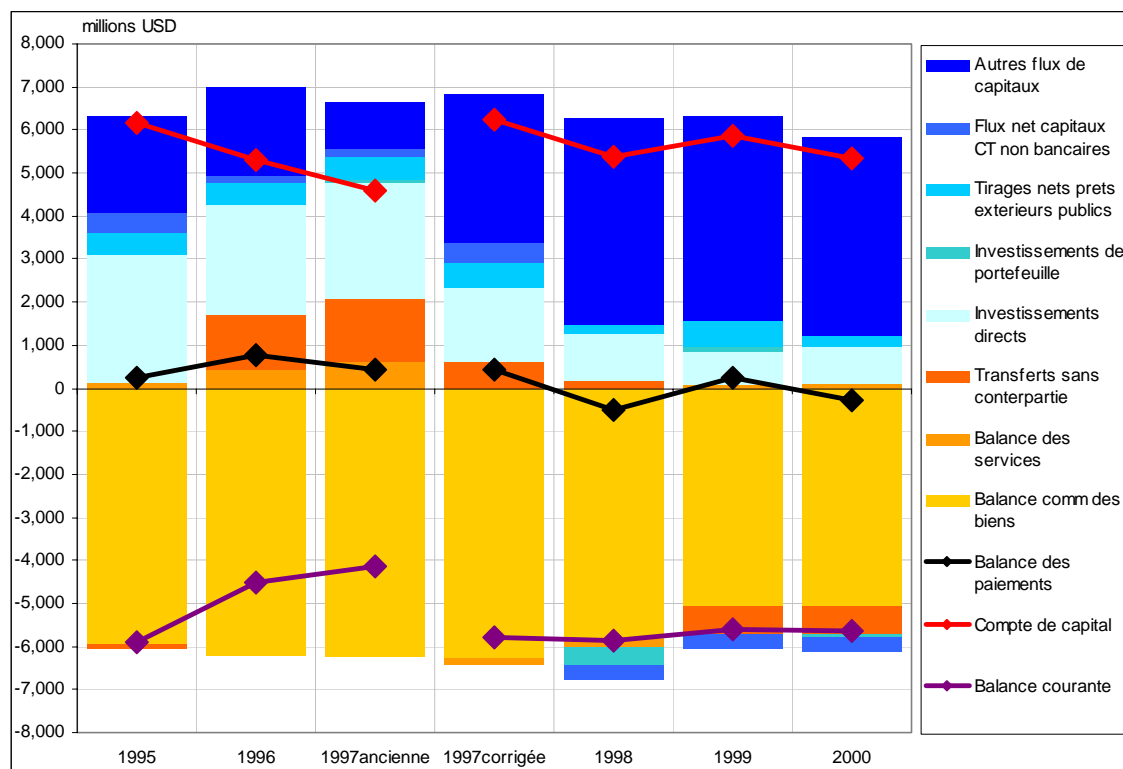
Le déficit de la balance courante est alourdi de 1,65 milliards USD, annulant l'amélioration annoncée entre 1995 et 1997, suite à la réévaluation, à la baisse des services et à l'annulation du gonflement progressif entre 1995 et 1997 des transferts sans contrepartie. Dans les opérations de capital, les flux nets d'investissement (surtout immobiliers) sont nettement réduits par rapport aux estimations antérieures (-40%) alors que les flux des autres comptes de capitaux (soit essentiellement les capitaux se plaçant sous forme de dépôts bancaires à court terme) oscillent autour de 3,5 milliards de dollars par an, et non pas autour de 1 milliard.

Il convient de noter que suite à ces corrections, la BdL a demandé aux banques un reporting régulier sur la nature des opérations de transferts et de virements internationaux.

Sans doute pour cela, le FMI n'a-t-il pas jugé nécessaire dans le rapport de sa mission suite aux « consultations de l'article IV », publié (malgré les démentis du gouvernement quant à son existence) en juillet 2001, d'insister, pour 1997, sur la publication des chiffres corrigés. Il a par contre tenu à appliquer la nouvelle approche pour les années ultérieures. Le résultat se trouve être de déplacer la césure de l'année 1997 elle-même vers la jonction entre 1997 et 1998.

Le graphique illustre clairement le changement de structure induit par cette correction.

Toujours est-il que ce débat touche une question de fond qui mérite approfondissement.



Le PIB : l'approche par les revenus

Nous disposons de données officielles sur le PIB pour 1996 et 1997 (données non publiées pour 1997) d'une part et, d'autre part, des résultats de l'enquête, effectuée en 1996-1997, sur « Les Conditions de Vie des Ménages ». On peut tirer certaines conclusions intéressantes de la comparaison du PIB moyen de 1996-1997 et de l'enquête.

Le tableau donne les revenus provenant de l'activité principale pour les actifs résidents :

Statut d'activité	Indépendants	Patrons	Salariés mensuels	Autres salariés	Stagiaires et autres	Total
Effectifs	317,346	93,633	562,053	202,922	5,287	1,181,241
Revenu moyen annuel (milliers LBP)	11,091	22,968	10,057	5,313	2,431	10,510
Revenu total (milliards LBP)	3,520	2,151	5,653	1,078	13	12,415

Le plus simple, pour l'analyse des revenus, est de suivre la séquence que suit l'ACS dans « L'état des comptes nationaux 94-95 ». Il y est écrit : « Le PIB se décompose... en salaires, rémunération du capital productif et bénéfice net d'exploitation... dont une part est réinvestie dans l'entreprise... Les revenus nets d'exploitation des entreprises individuelles ou des sociétés de personnes ... représentent le solde du PIB, une fois déduits les salaires, les intérêts, loyers, dividendes et les sommes retenues par les entreprises pour l'autofinancement ».

Le PIB moyen entre 1996 et 1997 se monte à 21.387 milliards LBP. Ce montant, augmenté des subventions à la production (pratiquement réduites dans le cas d'espèce à certaines productions agricoles et que l'on peut estimer à 100 milliards LBP) se subdivise comme suit, suivant les résultats de l'enquête:

Les revenus du travail (salaires, revenus des entrepreneurs individuels, des agriculteurs, etc....) qu'ils proviennent de l'activité principale ou d'une activité secondaire, s'élèvent à 12.828 milliards (soit 60% du PIB). Les loyers s'élèvent à 523 milliards et les intérêts bancaires à 840 milliards. Les données du secteur financier donnent un montant d'intérêts payés aux résidents de l'ordre de 2000 milliards, la différence tient à l'incroyable concentration des dépôts bancaires (1% des comptes représentant près de 50% des soldes) et par suite à l'incapacité de l'enquête de la saisir.

Même en admettant un autofinancement des investissements bruts des entreprises de 2.000 milliards (ce qui est considérable au vu de l'augmentation de leur endettement et du niveau de leurs investissements), on obtiendrait un total de 17.351 milliards, soit encore 20% de moins que le PIB.

Si l'on passe spécifiquement aux salaires, le recensement industriel a donné un montant de salaires en 1998 de 492.420 LBP pour 78.635 salariés permanents. IL convient de comparer ce résultat à ceux de l'enquête sur les conditions de vie des ménages de 1997.

On peut déduire de cette dernière source les résultats suivants :

	Effectifs			Revenu annuel moyen (milliers LBP)			Revenu annuel total (milliards LBP)		
	Salariés	Non salariés	Total	Salariés	Non salariés	Total	salariés	Non salariés	Total
Secteur public	169,912	297	170,209	10,625	12,920	10,629	1,805	4	1,809
Secteur privé	629,003	420,152	1,049,156	7,826	13,392	10,055	4,923	5,627	10,549
Agriculture	52,268	61,405	113,673	3,942	7,811	6,032	206	480	686
Industrie, énergie, TP	149,187	170,345	319,532	7,271	13,795	10,749	1,085	2,350	3,435
Commerce, hôtellerie	224,089	94,156	318,245	9,459	16,175	11,446	2,120	1,523	3,643
Services	192,256	105,450	297,706	7,211	13,247	9,349	1,386	1,397	2,783
A l'étranger				22,275	29,231	24,659	0	0	0
Ensemble	802,175	417,190	1,219,365	8,800	13,798	10,510	7,059	5,756	12,816

En appliquant aux revenus salariaux dans l'industrie, l'énergie et les Travaux publics, les corrections qui permettent d'abord d'isoler l'industrie (suivant les parts respectives des actifs salariés dans ces secteurs suivant l'enquête sur les conditions de vie des ménages) puis de retenir seulement les revenus des salariés permanents parmi ceux de toutes les catégories de salariés (encore suivant leurs parts respectives suivant la même enquête) et enfin en supposant que le salaire moyen du salarié permanent vaut 1,5 fois celui du salarié occasionnel, on obtient des résultats qu'il est intéressant de comparer à ceux que donne le recensement industriel effectué en 1998, pour le secteur industriel :

	Actifs permanents (hors saisonniers et à domicile)	Indépendants, patrons et aides familiaux	Salariés permanents (mensuels et journaliers)	Salaires permanents (milliards LBP)
Conditions de vie 96-97	178,320	55,101	120,009	873
Recensement industriel 98	114,105	35,470	78,635	751
Écart relatif	-36%	-36%	-34%	-14%

Essai de synthèse

Répartition des ressources	PIB de 1995	PIB 1995 extrapolé à 1997	Conditions de vie 1997	Ratios des sources pour 1997
Rémunération des salariés	6 324	8 032		
Revenus mixtes	6 888	8 748		
Dividendes	165	209		
Revenus du travail et du capital	13 377	16 989	13 516	1,26
Intérêts perçus	2 394	3 040	910	3,34
Loyers	752	955	523	1,82
Transferts de l'extérieur	3 475	4 413	416	10,60
Revenus disponibles	19 998	25 397	15 366	1,64
Épargne brute	1000	1 270		
Ressources	20 998	26 667		

Les données agrégées de l'économie sont d'une aide précieuse pour l'évaluation des politiques économiques en cours et pour la prise des décisions adéquates. L'état des comptes économiques 1994-1995 publié par l'ACS constitue une base pour les projections en terme de croissance des revenus et du PIB. Les taux de croissance du PIB pour les années 1996 et 1997 sont fournis dans les mémorandums des émissions de titres internationaux de l'Etat, ce qui permet d'évaluer le PIB et les revenus de 1997 à partir des résultats de 1995, en supposant la stabilité de la structure. L'enquête de l'ACS sur les Conditions de vie des ménages en 1997 constitue une autre source pour l'évaluation des revenus et du PIB pour l'année 1997. Cependant, la comparaison de la projection des résultats de 1995 et de ceux de 1997 tels qu'ils figurent dans l'enquête de 1997 démontre quelques incohérences qu'il convient d'éclaircir.

Questions de niveau : regards transversaux

Calibrage démographique

La comparaison des effectifs des actifs dans le secteur public ou des effectifs scolarisés tels qu'estimés lors de l'enquête sur les Conditions de Vie des ménages avec les effectifs tels que disponibles auprès des sources administratives compétentes laisse penser que l'enquête a conduit à surestimer les résidents dans une proportion de l'ordre de 15%.

Recensement Général de l'Agriculture

Le « Recensement Général de l'Agriculture » (RGA) a été effectué en 1997-98 par la FAO et le Ministère de l'Agriculture. Le secteur agricole n'occupe qu'une place tout à fait secondaire dans l'économie libanaise (très probablement plus réduite en réalité que les niveaux déjà modestes des estimations officielles). Il mérite cependant une attention particulière pour plusieurs raisons :

- Elle constitue la source de revenu d'une proportion importante des habitants des régions périphériques les plus pauvres du pays,
- Elle est directement liée aux considérations environnementales
- Son développement ou son étiolement peuvent avoir des effets considérables sur le rééquilibrage des échanges extérieurs du pays.

L'analyse des résultats disponibles conduirait sans doute aux conclusions suivantes :

- La CdVM surestime le nombre des actifs résidents dans l'agriculture de près de 20% alors qu'elle sous-estime celle des non-résidents.
- La valeur ajoutée dans l'agriculture (même en intégrant l'autoconsommation) semble surestimée dans une proportion qui dépasse probablement de manière sensible la surestimation du nombre des actifs.

Recensements industriels de 1994 et 1998

L'industrie mérite d'être traitée séparément, non pas à cause de son importance dans l'économie, loin de là, mais parce qu'elle se trouve avoir fait l'objet de deux études sérieuses et parce que son développement devra nécessairement être prioritaire, en cas de crise financière, si l'on veut tendre vers un rééquilibrage des comptes extérieurs du pays et si l'on se soucie du problème de l'emploi.

Il est donc indispensable de confronter les résultats du recensement industriel de 1998 à ceux de l'enquête sur « Les Conditions de Vie des Ménages » de 1996-1997. De plus, et contrairement au RGA, le recensement industriel fournit une estimation de la valeur ajoutée et de ses principales composantes en termes d'utilisation, ce qui en rend nécessaire la comparaison avec les estimations du PIB (comme l'ACS avait d'ailleurs procédé durant l'établissement des comptes nationaux de 1994-1995, en utilisant les résultats du recensement industriel de 1994).

Effectifs et rémunérations dans l'industrie

On constate que l'enquête sur les Conditions de Vie des Ménages surestime les effectifs de plus du tiers. Le fait que l'écart au niveau des salaires soit inférieur n'est probablement que le reflet de la tendance naturelle (soulignée d'ailleurs dans le rapport de la ECdVM lui-même) des enquêtés à sous-déclarer leurs propres revenus.

Comparaisons de la valeur ajoutée industrielle

D'après l'ACS, l'industrie représentait 17,7% du PIB en 1994, soit 1.561 millions de dollars au cours moyen de l'année. Le recensement industriel effectué la même année, fait apparaître une valeur ajoutée dans l'industrie de 1.823 millions de dollars. En déduisant la part des entreprises de construction et certaines activités non industrielles (recettes des services, réparations, « autres revenus », revenus des reventes de produits en l'état) des entreprises industrielles, on trouve 1.676 millions USD. La part de l'industrie serait alors de 18,8%. Le rapport sur « Les comptes nationaux 1994-1995 » fait état de revenus industriels plus importants « à la lumière d'une lecture plus détaillée des résultats » auxquels il n'est pas facile d'avoir accès ; il arrive à une valeur ajoutée industrielle de 1.565 millions USD. La part de la valeur ajoutée industrielle dans la valeur ajoutée annoncée dans le recensement serait donc de 86%.

(USD) ^o	PIB	Production industrielle	Valeur ajoutée industrielle	FBCF industrielle	VA/actif	% industrie / PIB
1,994	8,929,124	3,543,952	1,675,693	213,341	12,049	18.8%
1,998	16,150,906	3,952,908	1,508,182	373,409	13,217	9.3%
1998 (USD csts 94)	10,767,271	2,635,272	1,005,455	248,939	8,812	9.3%
Variation nominale	80.9%	11.5%	-10.0%	75.0%	9.7%	
Variation réelle	20.6%	-25.6%	-40.0%	16.7%	-26.9%	

Le recensement industriel effectué en 1998 aboutit à une valeur ajoutée « industrielle » de 1.707 millions USD. Il y adjoint des revenus « non-industriels » de 273 millions USD. En reclassant les services dits « industriels » hors de la production de la branche, on aboutirait à une production totale (marchande + production pour utilisation propre + variation des stocks de produits finis et semi-finis) de 3.754 millions USD à laquelle se rajouterait un revenu non industriel de 472 millions USD. La valeur ajoutée industrielle serait alors de 1.508 millions USD.

Ces résultats font ainsi apparaître une baisse de la valeur ajoutée du secteur (après les corrections déjà mentionnées) entre 1994 et 1998 de 10,0% aux prix courants, soit de 1.676 à 1.508 millions USD. En admettant, faute de mieux², que l'indice des prix à la consommation s'applique à la valeur ajoutée du secteur industriel, cette dernière aurait baissé dans l'intervalle de 40,0% en termes réels, ce qui n'est pas nécessairement étrange quand on connaît les difficultés du secteur et les nombreux cas de fermeture et de licenciement. La valeur ajoutée par actif qui augmente en termes nominaux de 9,7%, recule en termes réels de 26,9%.

Mais si l'on revient aux estimations du PIB et si l'on admet les chiffres officiels pour 1998, il découlerait du recensement que la part de l'industrie serait tombée à 9,3%, soit à la moitié de sa part quatre ans plus tôt. Pareille conclusion conduit à remettre en doute l'estimation du niveau du PIB. De deux choses l'une :

- Ou bien le PIB estimé pour 1998 est valable, et l'industrie aurait vu sa part chuter de 17,5% (d'après l'ACS) ou de 18,8% à 9,3%, ce qui n'est pas facile à admettre car cela supposerait, face à l'effondrement de l'industrie (baisse annuelle en termes réels³ de 10,5%), une croissance réelle remarquable dans le reste de l'économie (au taux annuel de 7,3%) pour maintenir la croissance réelle globale au taux annuel de 4,8%.
- Ou bien le PIB est surestimé. A la limite, supposer que la part de l'industrie serait restée constante conduirait à un PIB de l'ordre de 8.400 millions USD au lieu de l'estimation officielle de 16.167 millions USD (soit près de la moitié).

La réalité se situe sans doute entre ces deux extrêmes. Ainsi en retenant un PIB en 1998 de 11.000 millions USD, la part de l'industrie aurait baissé à 13,7%. Cela correspondrait, en termes réels à une baisse annuelle des autres branches de 3,8% et de l'économie de 4,8%, et, en termes nominaux, à une croissance annuelle des autres branches de 3,9% et de l'économie de 2,7%. Si l'on suppose que le reste de l'économie s'est maintenu en termes réels, le PIB de 1998 serait de 12,6 milliards de dollars (taux annuel de croissance de l'ensemble de l'économie de -1,6%). Si l'on retient que l'économie s'est globalement maintenue au même niveau en termes réels, le PIB nominal de 1998 ne serait que de 13,4 milliards USD (près de 20.000 milliards de LBP soit 1/6^{ème} de moins que le

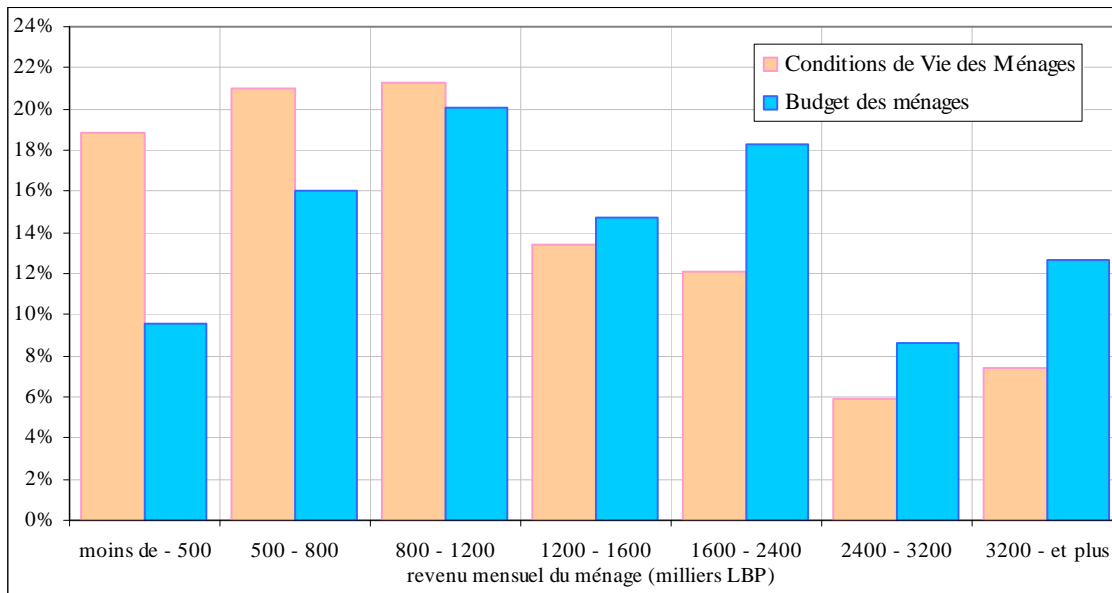
² Le calcul de l'indice des prix à la consommation recalibré sur la base du panier de consommation que fait apparaître l'enquête sur le budget des ménages de 1997 conduit, sur la période 1994 à 1998, à une augmentation des prix exprimés en USD de 87% contre 45% seulement sur la base du panier de 1966. La dégradation de la situation du secteur industriel en serait aggravée. Toutefois, les prix des produits industriels ont généralement connu une augmentation moins rapide que celle des services, et par suite que l'indice. Il s'ensuit que l'utilisation de l'indice sur base du panier de 1966 se trouve justifiée dans la mesure où les deux erreurs sont en sens contraire et tendent à se compenser. Si l'on se restreint au panier des biens échangeables, les résultats sur base de l'un ou l'autre panier se retrouvent très proches avec une augmentation de 35%.

³ Le déflateur retenu pour cet exercice sera l'indice des prix à la consommation, par souci de simplicité.

niveau annoncé), l'industrie représenterait 11,2% de l'économie alors que les autres branches auraient connu une croissance annuelle réelle de 1,9%.

La consommation des ménages

L'ECdVM fournit une estimation de la consommation des ménages par grands postes de dépense et par tranche de revenu annuel du ménage. Il convient cependant d'en recalibrer les résultats suivant les tranches de revenu dans le pays pour tenir compte du décalage entre les niveaux de la capitale et du reste du pays. Les données sur les revenus ayant été obtenues de la même manière et à peu d'intervalle, ce recalibrage ne devrait pas introduire de biais significatif.



Une fois cela fait, on peut calculer la consommation du ménage moyen pour chaque catégorie de consommation, en vue de rapprocher les résultats obtenus de l'estimation de la consommation comme emploi final dans le TES de 1997. Cela suppose d'éliminer certains postes de dépense qui ne correspondent pas à la notion de consommation intérieure (frais à l'étranger par exemple) et de refaire le regroupement pour le rapprocher de la nomenclature des produits du TES.

Cela ayant été fait, on doit additionner à la consommation des ménages résidents la consommation de l'administration (disponible dans ses grands traits à partir des comptes d'exécution du budget).

Le montant global de la consommation marchande des ménages (sur la base du nombre de ménages résidents que donne l'ECdVM est de 21.053 milliards LBP (sur une consommation de 23.971 dont 2.919 milliards ne relèvent pas du périmètre de définition de la consommation domestique). En y ajoutant 500 milliards pour la consommation des administrations publiques (l'ACS estime une consommation de l'Administration de 450 en 1994-95), on arrive à une consommation globale de 21.553 milliards. Ce montant doit être comparé au montant annoncé dans le TES de l'ACS : 24.122 milliards (soit 10,6% de moins).

Il faut rappeler que cette évaluation se fonde sur l'estimation du nombre de ménages résidents de l'ECdVM (probablement surestimée) mais qu'elle n'intègre pas l'autoconsommation, les consommations imputées (logements en propriété, frais d'éducation et de santé supportés par l'État...) et la consommation des services collectifs de l'Etat. Il est probable que l'on arriverait au bout de l'exercice :

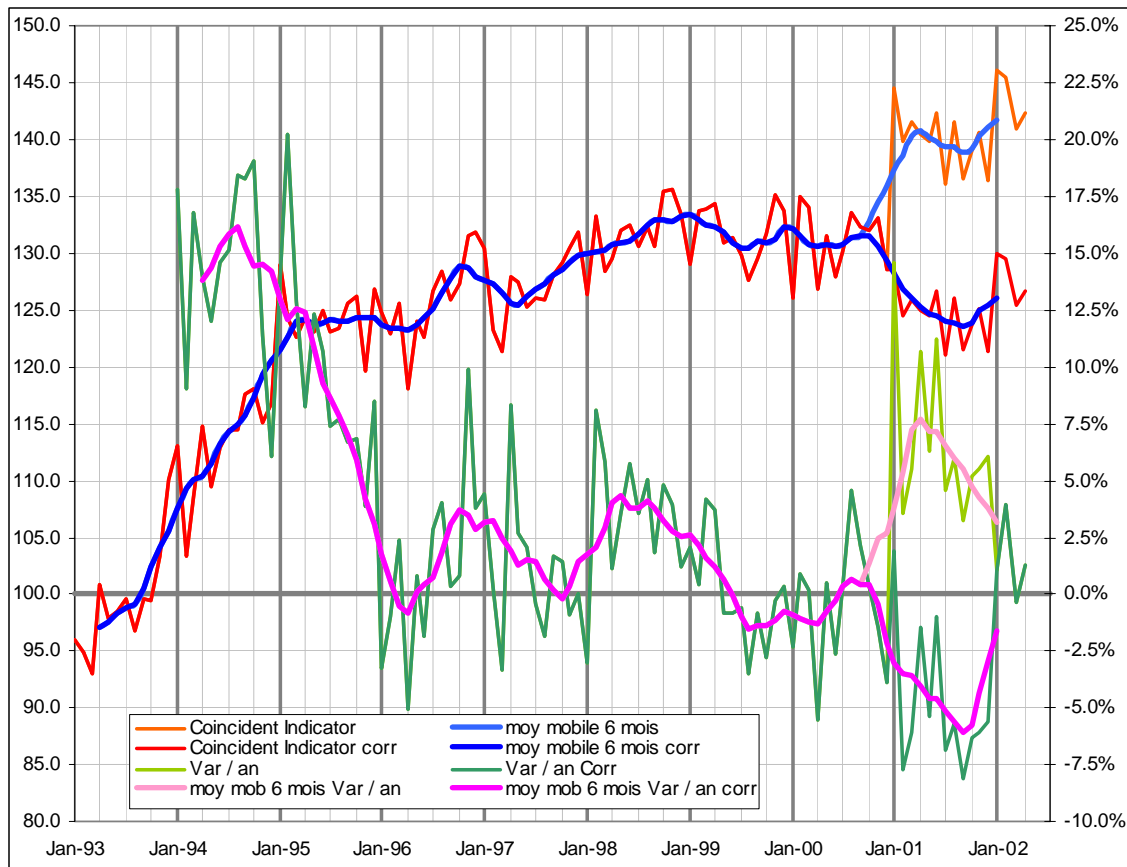
- À un PIB marchand sensiblement inférieur à l'estimation officielle,
- à un PIB marchand total peu différent

- à une part nettement inférieure pour les branches produisant des biens échangeables (agriculture et industrie)

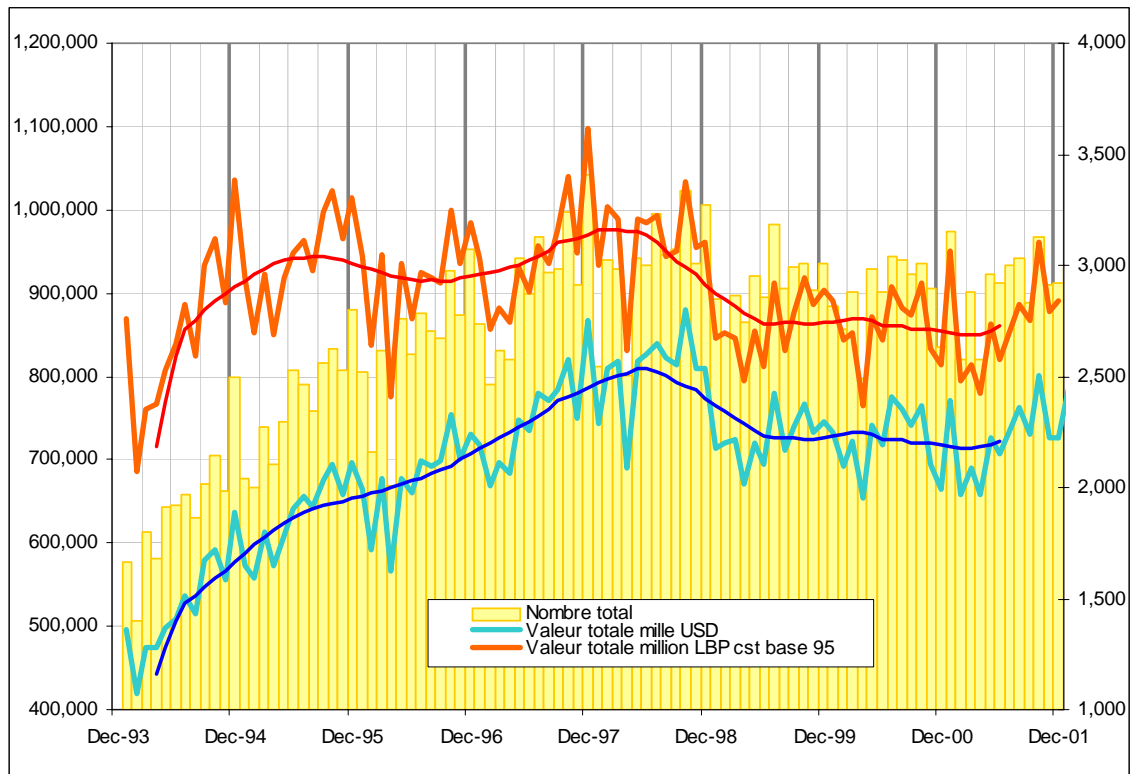
Questions de tendance

L'indicateur conjoncturel de la BdL

La Banque Centrale a établi au début de 1994 un indicateur mensuel censé représenter l'évolution de l'activité. Cet indicateur, appelé « coincident indicator », est calculé à partir de la moyenne pondérée d'un certain nombre d'indicateurs, certains en volume et d'autres en valeur. Il s'est vite avéré biaisé, la série a été interrompue en juin 2001 et une nouvelle pondération a été adoptée. La série présente cependant une bizarrerie flagrante : le raccord entre décembre 2000 et janvier 2001 comporte une augmentation de 12,3% sur un mois (aucune saisonnalité ne vient tempérer ce saut). Si l'on remplace la valeur retenue pour janvier 2001 par celle de décembre 2000, on obtient une toute autre représentation de l'évolution de cet indice, comme le montre le graphe.



Le volume des chèques compensés



Le graphique ci-dessus permet de constater qu'entre fin 1993 (date de la centralisation de la compensation des chèques en LBP et en devises à la Banque Centrale) et la fin de 1996, voire la fin de 1997, la croissance du nombre de chèques correspond à l'extension de la bancarisation alors que la stagnation du nombre de chèques sur 1998 et sa baisse depuis relèvent d'un ralentissement de l'activité. Si l'on se reporte à l'évolution du montant des chèques compensés, déflaté par l'indice des prix à la consommation, on peut reconnaître une croissance nette sur 1993 et 1994, un plafonnement entre mi-95 et mi-97 puis une décroissance, d'abord marquée, puis lente.

En recoupant les deux lectures, on est conduit à estimer que l'activité économique a connu une croissance significative jusqu'en 1995, une stagnation puis une régression depuis, bien que cette tendance négative ait été masquée pendant un certain temps par la poursuite de l'extension de la bancarisation et de l'usage des chèques et par la persistance de l'inflation interne.

Une autre lecture de l'économie libanaise : modèle

Grandes caractéristiques économiques

L'économie libanaise présente des caractéristiques stables entre 1992 et 2001:

- Une **inflation domestique persistante** au niveau du déflateur du PIB (face à un niveau d'inflation nettement plus réduit au niveau de la consommation).
- Une **dollarisation** profonde et généralisée de l'économie (ce qui relativise l'importance de la LBP, l'impact de sa stabilisation et les effets d'une simple correction monétaire).
- Une **appréciation continue du taux de change effectif réel** de près de 100% (aggravée par l'appréciation du USD par rapport à l'Euro).

- **Des taux de croissance réelle bas voire négatifs** (par opposition à des taux annoncés élevés puis déclinants), les niveaux absolus du PIB étant eux-mêmes douteux.
- Une **croissance continue et rapide de tous les agrégats monétaires** (habituellement présentée comme positive)
- Un **déficit permanent de la balance des opérations courantes couvert par l'afflux de capitaux court terme**

Déficit extérieur et déficit public

La caractéristique première de l'économie libanaise est un **déficit persistant et énorme de la balance des opérations courantes**. Contrairement à un lieu commun, cela n'a pas toujours été le cas.

Les données disponibles conduisent à penser que ce déficit de la balance courante est dû **pour moitié au déficit privé et pour moitié au déficit public** (et non pas seulement à ce dernier).

La principale composante des dépenses publiques (et par suite la principale cause du déficit public cumulé) a été et reste **les dépenses courantes et notamment les transferts, surtout les paiements d'intérêts** (et non pas au coût de la reconstruction). Le déficit public s'ajoute ainsi au déficit privé et l'alimente.

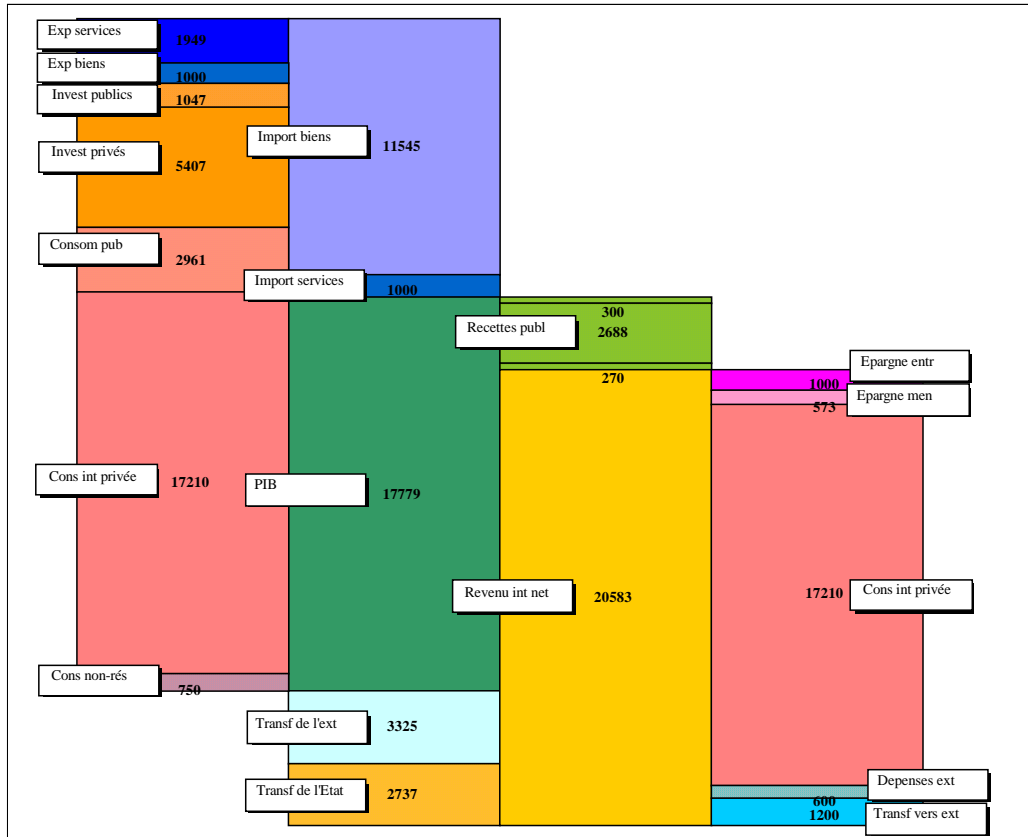
Ce déficit extérieur est surtout financé par des **capitaux court terme** qui viennent se placer, à des taux alléchants, nettement (et de plus en plus) supérieurs au marché international, dans les banques libanaises sous forme de dépôts.

Les banques utilisent ces fonds pour **financer la consommation privée et publique**.

C'est cela qui explique l'impressionnante « **inflation** » du secteur bancaire.

Graphe représentatif

Sur base des chiffres de 1995 (seule année pour laquelle on dispose de comptes nationaux, même approximatifs), le graphe suivant présente un tableau synthétique des comptes des agents :

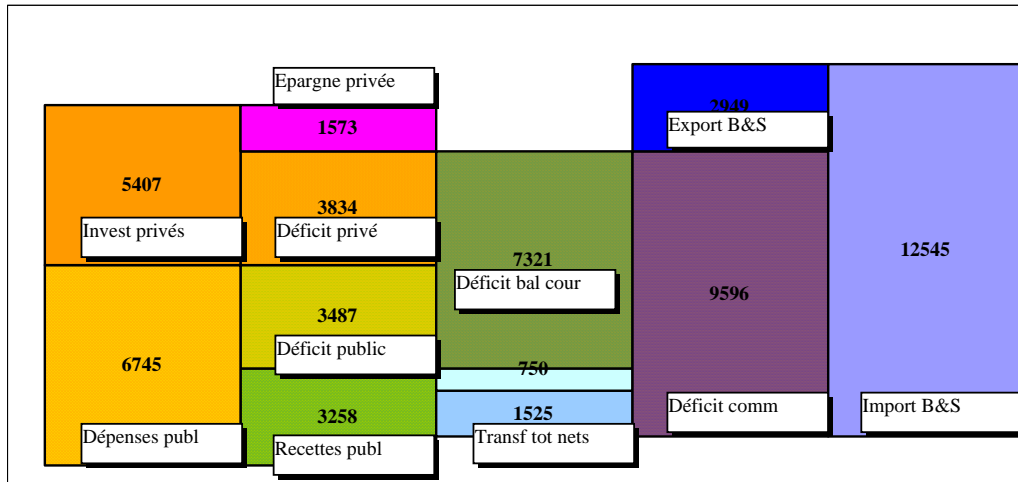


Il en découle une représentation du déficit.

Le déficit de la balance des opérations courantes : $\pm 4,8$ milliards USD/an, essentiellement couvert par un afflux de capitaux financiers à court terme, sous forme de dépôts bancaires, les investissements extérieurs ne dépassant pas, au mieux, le tiers.

Ce déficit se décompose à égalité entre :

- Déficit privé : $\pm 2,4$ milliards USD/an, couvert par les crédits bancaires et décroissant dans le temps,
- Déficit public : $\pm 2,4$ milliards USD/an, couvert par les souscriptions bancaires aux Bons du Trésor et croissant dans le temps.



Mécanisme de financement

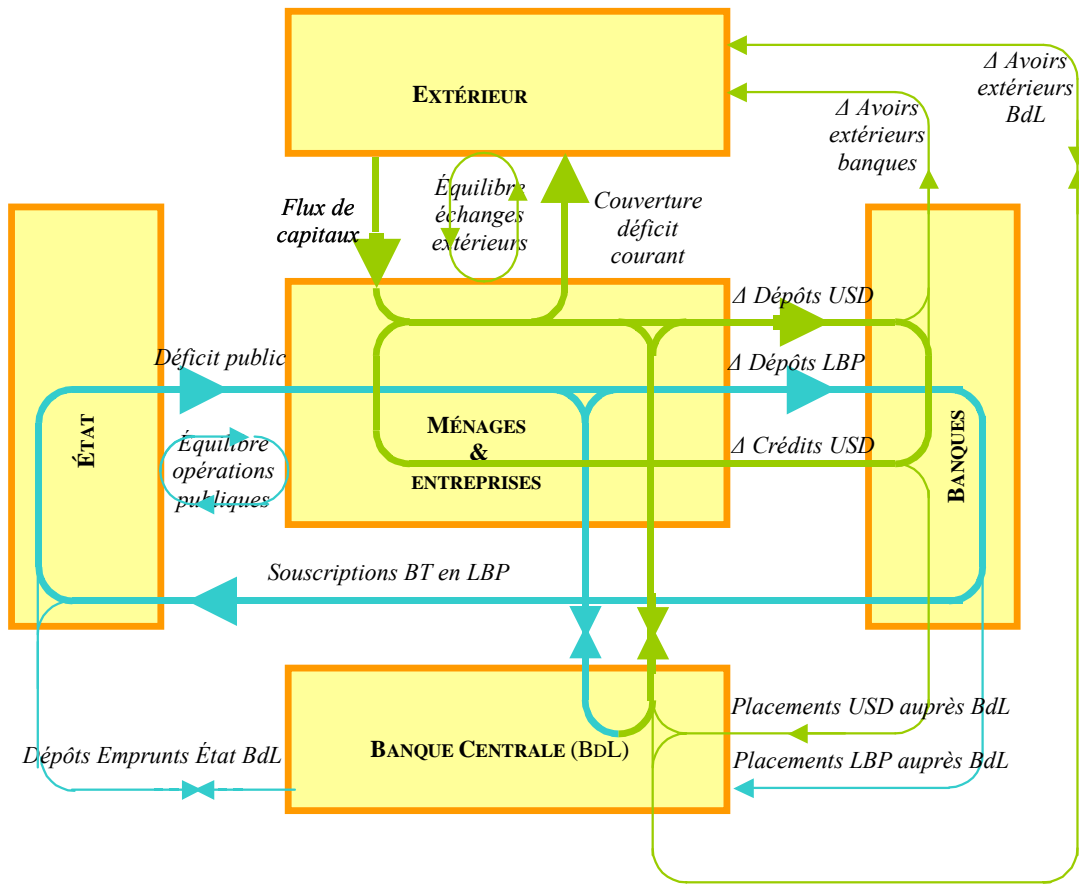
On observe un double circuit monétaire.

Sous le régime du taux de change fixe, la circulation monétaire se scinde en 2 circuits :

- Le circuit des **Livres libanaises, monnaie du déficit public**
- Le circuit des **dollars libanais, monnaie du déficit privé**

Les deux circuits sont autonomes et le fonctionnement harmonieux du système suppose à chaque étape, **certaines rythmes de conversion Livres/dollars**, sinon il devient nécessaire de recourir à des actions correctrices externes (monétisation de la dette, emprunts de l'État, puis de la Banque Centrale en devises ...)

Dans les limites de stabilité du système, **les livres libanaises et les dollars libanais semblent absolument fongibles** pour les ménages et les entreprises, pour tous leurs échanges internes. **Les dollars libanais semblent aussi absolument fongibles avec les dollars US.**



Les lignes bleues représentent les flux de LBP

Les lignes vertes représentent les flux de dollars libanais

Les lignes épaisses représentent le noyau du mécanisme

Les lignes fines représentent les flux annexes ou compensatoires (leur importance s'accroît en cas de difficultés)

Il résulte de ce mécanisme que :

- la couverture du déficit des opérations courantes s'accompagne d'un gonflement cumulatif des actifs et des passifs bancaires,
- le supplément de ressources que les agents reçoivent du fait des canaux privés et publics de distribution du flux des capitaux externes apparaît aux yeux de la plupart (salariés, commerçants, épargnants) non comme un endettement mais comme un revenu.

Allocation des facteurs, rigidité et distorsions des prix

La croissance permanente de la masse monétaire pousse à une **croissance des importations et à une montée régulière des prix internes** et par conséquent du taux de change effectif réel. Vu la taille réduite du marché libanais, cette montée se concentre sur les prix des biens et services non-échangeables et par suite sur la valorisation des actifs domestiques.

L'allocation des facteurs se trouve dès lors profondément distordue. Les capitaux et les compétences s'orientent vers les secteurs producteurs des biens et services non-échangeables : immobilier, commerce, services financiers, services aux personnes, mais aussi téléphonie, au détriment de la productivité relative du pays et au prix d'excès considérables de l'offre dans plusieurs secteurs.

Ce mode d'allocation des facteurs, sur la durée, a produit des **rigidités sociales, sectorielles et inter-régionales et des résistances aux projets de réforme.**

Il s'ensuit une **hausse permanente des coûts internes**, ce qui entrave encore plus la compétitivité et pousse à une émigration massive. En particulier, les revenus d'intérêt tendent à devenir une source majeure de revenus.

Risque macro-économique et soutenabilité

La **soutenabilité du modèle économique libanais** dépend essentiellement de sa capacité à attirer continuellement un flux de capitaux extérieurs pour les canaliser vers la couverture des différents constituants du déficit extérieur et cela tout en conservant tout le stock accumulé précédemment.

La **prolongation exceptionnelle de ce modèle** est due à la disponibilité de ressources financières très importantes chez la diaspora, en comparaison avec la taille réduite (au départ et encore plus avec la guerre) de l'économie domestique. Elle est due aussi à la collaboration remarquable, voire à la collusion, entre les banques commerciales et la politique monétaire.

Axes de correction

La correction, pour être effective doit rééquilibrer : la structure de l'économie domestique et les relations économiques extérieures.

Une correction qui se traduirait par un effondrement incontrôlé de la valeur des actifs et des facteurs de production domestique conduirait à une émigration massive. **L'ajustement doit porter sur la réallocation des facteurs et sur la remontée de la productivité.**

La **phase de transition** devient de ce fait cruciale.

Pour quand la crise ?

Par delà les péripéties locales, la croissance des indicateurs cumulatifs démontre la régularité du système. D'où l'interrogation naturelle : **jusqu'à quand ?**

- En termes comparatifs avec les autres pays, la crise aurait dû avoir lieu depuis longtemps. Les rapports internationaux évoquent un horizon de 6 à 12 mois, mais bien des pronostics similaires ont été émis précédemment et ne se sont pas réalisés !

On doit aussi se demander, en termes fonctionnels, quelles formes de crise ?

- Rupture Livre libanaise / dollar libanais : **crise monétaire**
- Rupture dollar libanais / dollar américain : **crise financière**

Ce qui est certain, c'est que plus la crise est retardée, moins la correction monétaire garde de sens et plus la forme financière devient probable.

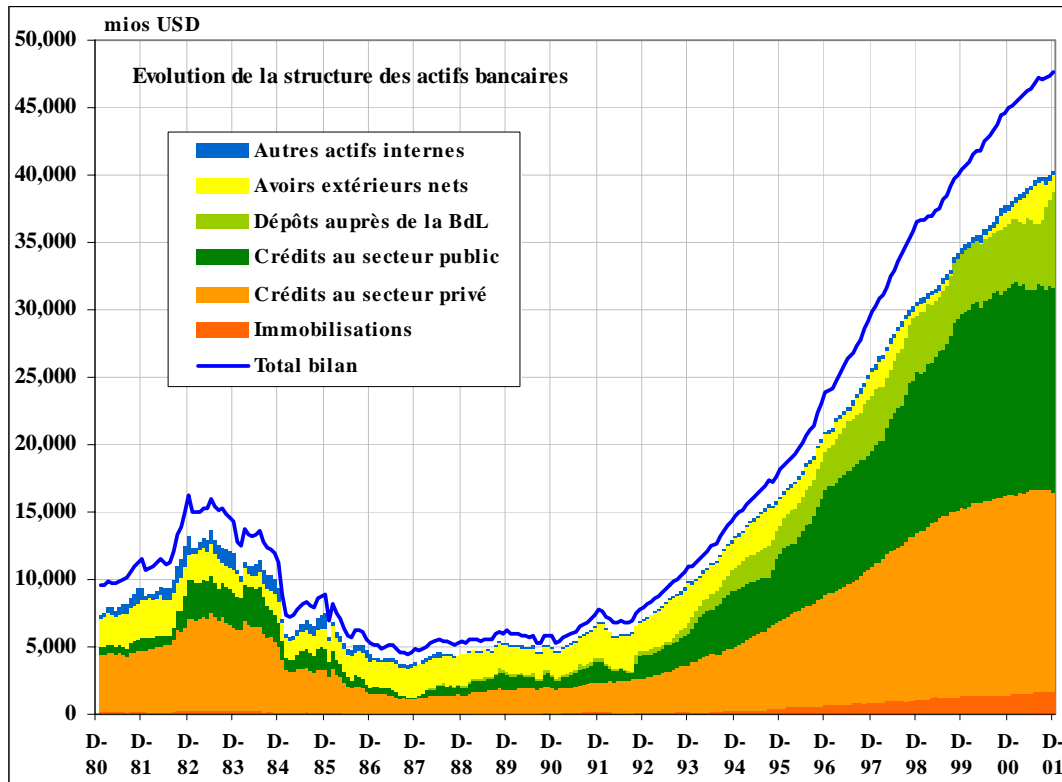
On doit enfin réfléchir aussi aux **horizons de stabilisation après la crise** : en l'absence d'anticipations et de préparatifs et après épuisement des réserves et de la liquidité disponibles, ces horizons seront fortement dépendants de l'assistance extérieure,

Mais en attendant la crise, l'inflation financière

Plutôt que de se braquer sur la question de la date de la crise, et de finir par croire qu'en l'absence de crise tout va bien, il convient de se demander : Que se passe-t-il en attendant ?

On observe d'abord une « **inflation** » **impressionnante des agrégats financiers** qui les amène à des niveaux qui ne correspondent en aucune façon à des contreparties réelles. Ils se trouvent multipliés par 7 ou 8, voire 9 en moins de 10 ans

On observe en particulier que les avoirs extérieurs nets du système bancaire se trouvent réduits à une part infime de leur bilan.



Les ratios au PIB des agrégats monétaires (en masse et en flux) atteignent des niveaux record (en juin 2002):

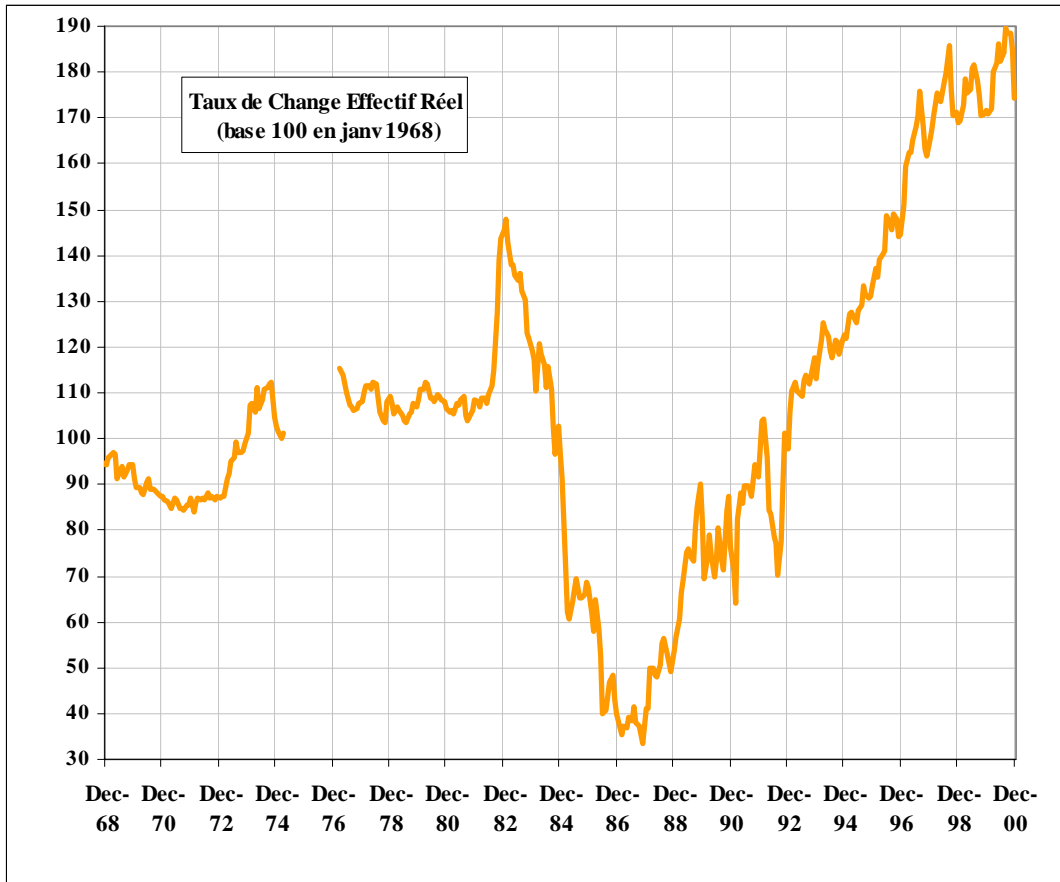
Dépôts totaux et BT du public/PIB	282%
Crédits domestiques privés/PIB	95%
Risques bancaires publics totaux (État et BdL)/PIB	139%
Risques domestiques totaux/PIB	245%
Service crédits bancaires privés/PIB	11,2%
Service risques bancaires publics totaux (État et BdL)/PIB	21,0%
Charge d'intérêts domestiques totaux/PIB	32,3%

Mais en attendant la crise, l'inflation des prix intérieurs

On observe ensuite une « inflation » impressionnante des prix intérieurs qui les amène à des niveaux qui ne correspondent en aucune façon à des niveaux de productivité réels.

Le taux de change effectif réel a doublé depuis son palier de 1991-1992, comparable à son niveau historique d'avant guerre, sachant qu'on peut difficilement arguer d'un gain relatif de compétitivité du Liban face au monde entre les années 70 et les années 90.

Il avait connu en 1983 une flambée comparable à sa flambée actuelle (de l'ordre de 35%) mais elle avait été de courte durée et s'était achevée par un effondrement de 65% entre 1984 et 1986 qui n'a été récupéré qu'en 1991.

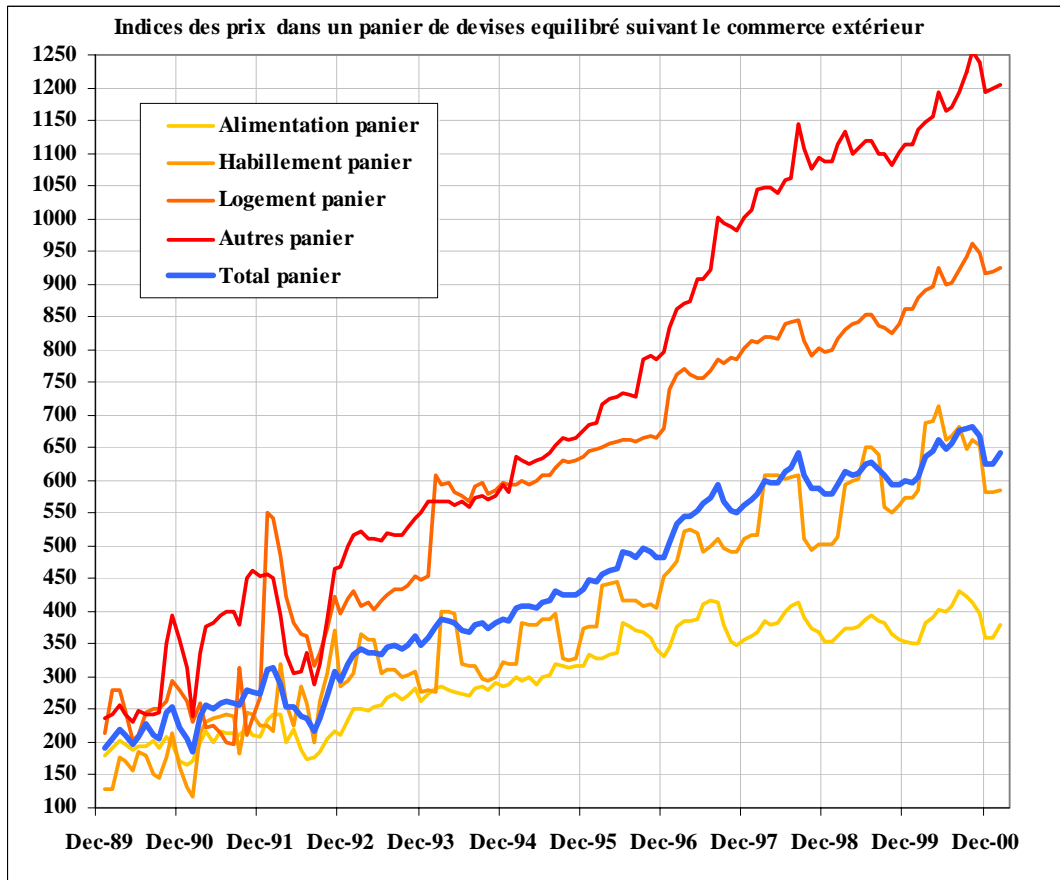


Mais en attendant la crise, la distorsion des prix relatifs

On observe enfin une « **distorsion** » marquée dans la structure des prix relatifs.

Exprimés dans un panier de devises qui représente la structure des importations, les prix à la consommation augmentent régulièrement, doublant en 8 ans (alors que l'inflation mondiale est restée très faible).

On observe plus particulièrement que les prix des services (éducation, santé, loisirs, etc...^o), qui sont par nature **non-échangeables, sont multipliés par 4** alors que les prix des produits alimentaires, qui sont **échangeables et peu taxés, n'augmentent que de 40 à 50%**.



Risque public et risque économique

La dette publique est l'aspect le plus en vue de la vulnérabilité économique au Liban

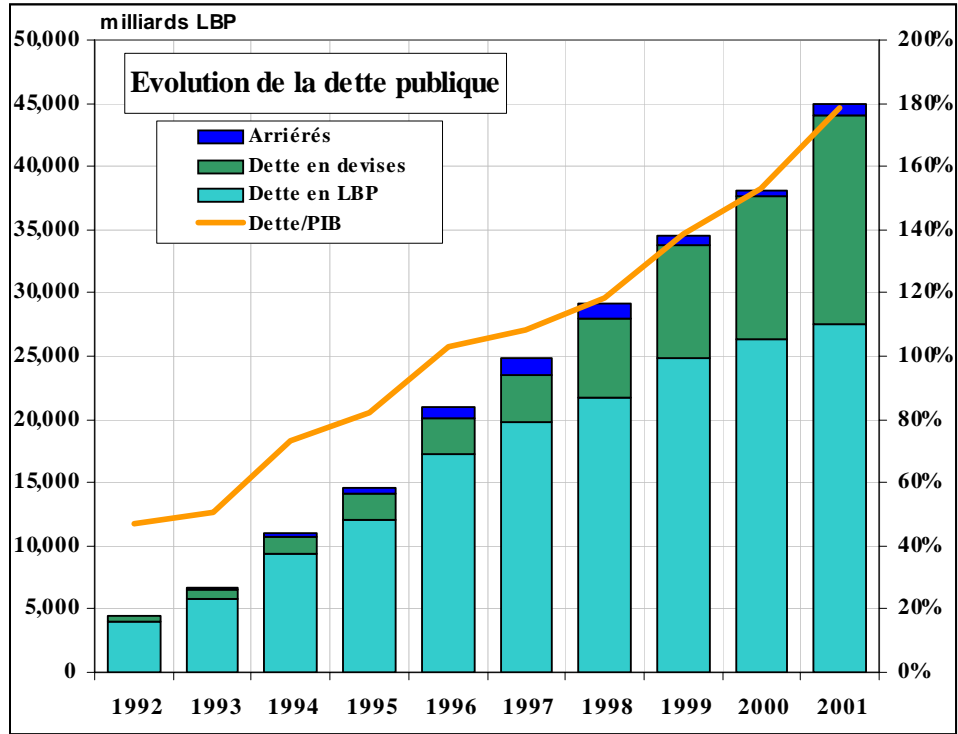
La dette publique a atteint un **niveau record par rapport au PIB : 180%** et les diverses simulations discutées entre le Gouvernement et le FMI n'envisagent au mieux que son maintien à ce niveau.

La dette publique augmente mécaniquement, année après année, malgré l'alourdissement de la charge fiscale. **Les recettes publiques ne suffisent même plus à en assurer le service.**

Faute de Livres libanaises, la **dette publique est de plus exprimée en devises**, la Banque Centrale ayant procédé au cours de l'année 2001 à monétiser près de 6000 milliards de LBP de dette.

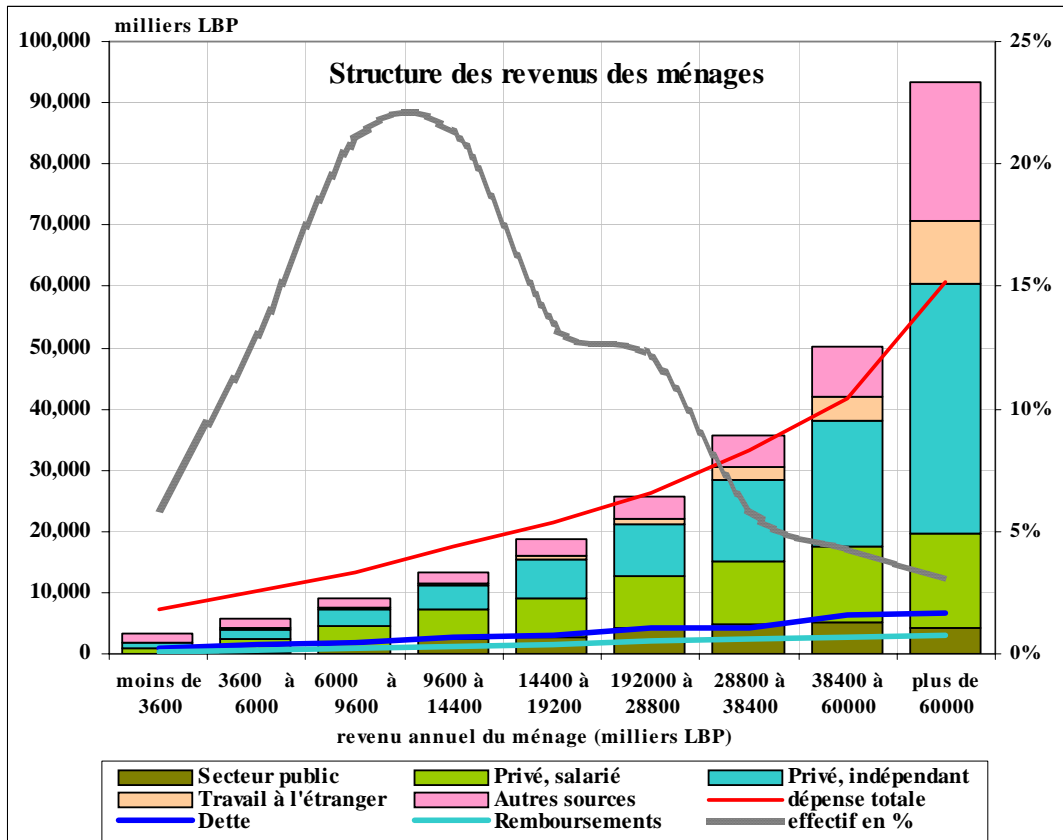
La dette publique (tant en Livres qu'en devises) est presque **intégralement souscrite par les banques libanaises.**

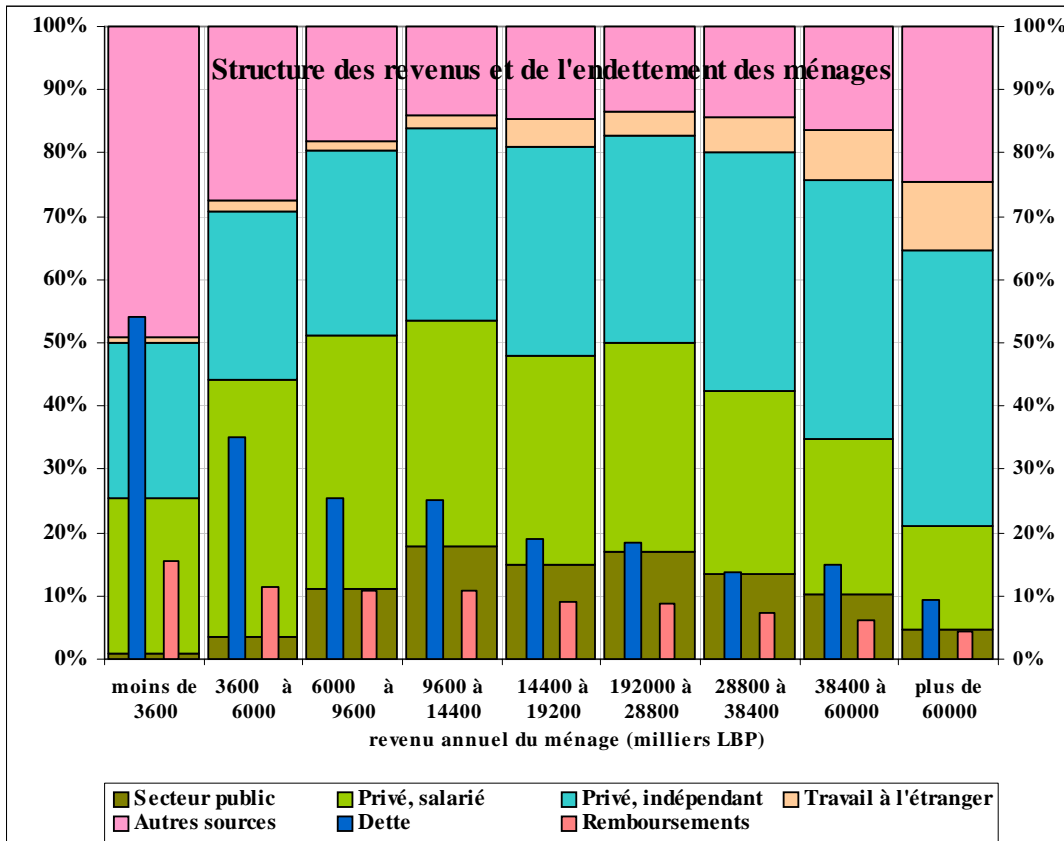
La **maturité réelle de la dette** se trouve de ce fait égale à la maturité moyenne des dépôts bancaires, soit 45 jours.



Effets sur les revenus

Une structure de revenus fragile à la base





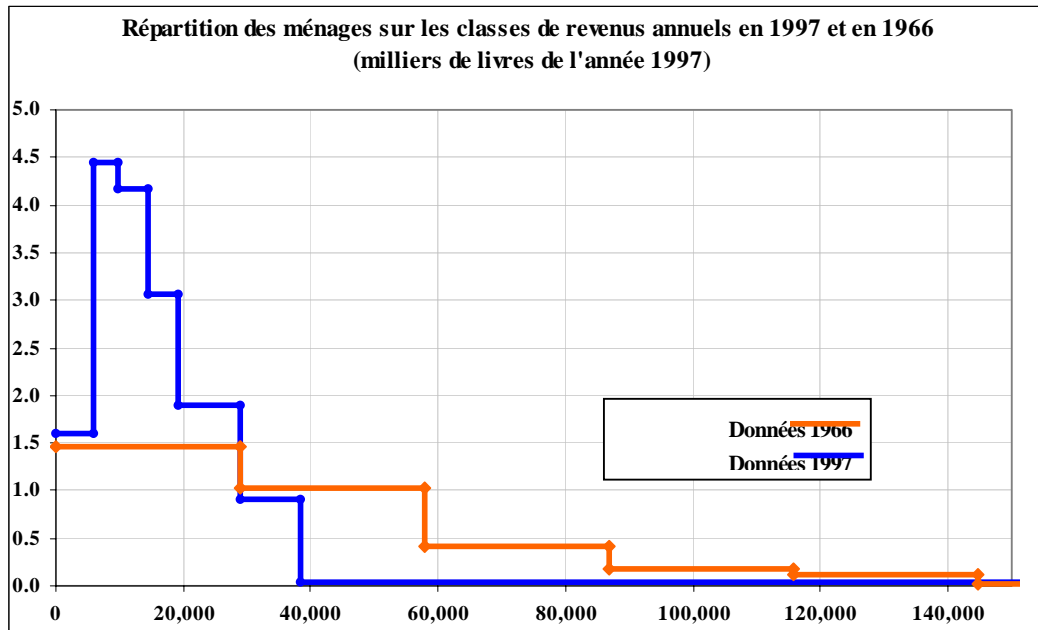
La structure des revenus de la population résidente fait apparaître des fragilités :

- **La part des revenus salariaux est relativement faible.** Les revenus des entrepreneurs individuels, notamment dans le commerce est relativement élevée, or ces revenus st particulièrement vulnérables à une correction économique.
- Les revenus provenant des **secteurs producteurs de biens et de services échangeables**, et susceptibles de tirer profit de la correction économique, même induite par le crise, est relativement très faible.
- Les **revenus provenant du secteur public** (salaires, prestations sociales et revenus d'intérêt), particulièrement exposés au risque de dévaluation, constituent une part non négligeable des revenus d'une grande partie des ménages.

Un déséquilibre des revenus et des dépenses

Du fait de la hausse des prix intérieurs, les revenus en termes réels sont loin de retrouver les niveaux de 1966 (date de l'étude de revenus des ménages)

<i>(en milliers LBP constantes de 1997)</i>	En 1966	En 1997	Ratio 97/66
Revenu annuel moyen du ménage	58.424	22.842	39%
Dépenses annuelles moyennes du ménage	56.058	29.389	52%
Ratio dépense/revenu	96,0%	128,7%	



Les revenus des ménages sont aussi nettement plus concentrés qu'ils n'étaient en 1966 :

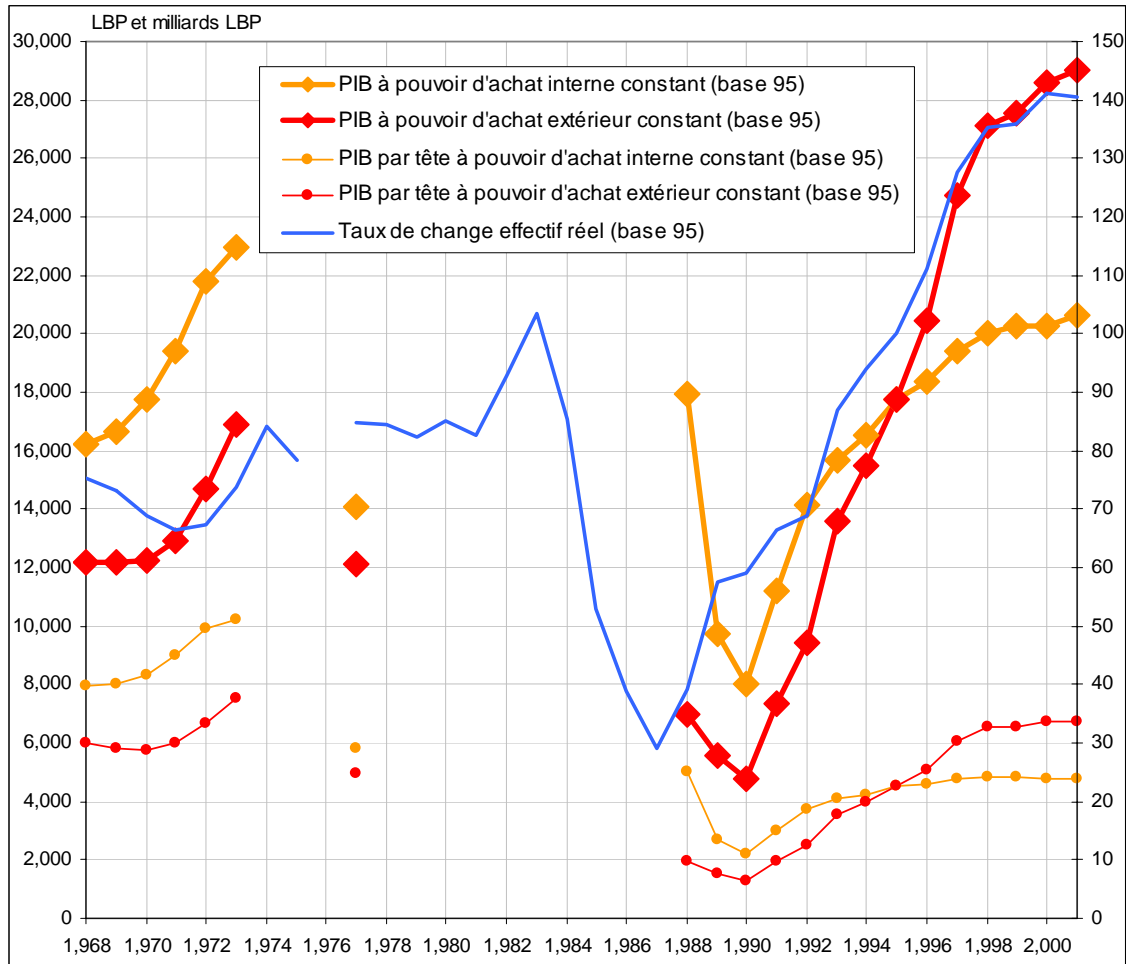
Les dépenses des ménages sont nettement supérieures aux revenus pour l'écrasante majorité des ménages, d'où un endettement croissant (qui n'est pas seulement bancaire) des ménages. Cet endettement, essentiellement en devises constitue une menace grave sur l'équilibre budgétaire des ménages en cas de crise.

Comparaisons temporelles longues

Si l'on regarde le PIB comme source principale des revenus des agents économiques, il est intéressant de comparer ses niveaux et son évolution sur deux registres :

- En l'exprimant d'une part en termes de pouvoir d'achat constant à l'intérieur du pays, c'est à dire en le déflatant par l'indice des prix à la consommation au Liban (l'année 1995 ayant été retenue comme base),
- En exprimant d'autre part sa contre-valeur en devises en termes de pouvoir d'achat constant à l'extérieur du pays, c'est à dire en la déflatant par l'indice pondéré des prix à la consommation dans un ensemble de pays étrangers, pondérés suivant leur part respective dans les échanges extérieurs du Liban (l'année 1995 étant encore retenue comme base),

Le taux de change effectif réel (TCER) se retrouve n'être rien d'autre que le ratio du PIB en pouvoir d'achat extérieur constant sur le PIB en pouvoir d'achat intérieur constant. Son indice vaut 100 en 1995.



Le graphique représentatif des deux séries appelle les remarques suivantes :

- Dans les années d'avant-guerre, les deux séries évoluaient de façon presque parallèle, le TCER variant entre 68 et 83.
- Dans les années 90, l'évolution des deux séries est fortement divergente : le PIB en pouvoir d'achat extérieur croît beaucoup plus vite (12,6% l'an en moyenne depuis 1992) que le PIB en pouvoir d'achat intérieur (4,1% l'an en moyenne depuis 1992), le premier passe de 9,5 à 29,0 mille milliards de LBP de 1995 entre 1992 et 2001 alors que le second passe de 14,1 à 20,6 mille milliards de LBP de 1995. En parallèle le TCER grimpe de 92 à 141 (à raison de 8,0% l'an en moyenne).
- Sur le long terme, on voit que le niveau « historique » du TCER se situe autour de 70. Il a chuté avec la crise du milieu des années 80 de près de 50%, pour retrouver son niveau d'équilibre vers 1992. On peut difficilement soutenir que le Liban des années 90 aurait réalisé, par rapport à ses partenaires commerciaux, des gains relatifs de productivité entre le niveau des années 70 et celui des années 90. Et pourtant le TCR a doublé entre 1992 et 2000 et se trouve actuellement au double de son niveau « historique ».
- A pouvoir d'achat intérieur constant le PIB n'a toujours pas, en 2001, retrouvé son niveau des années 70. Exprimé en LBP de 1995, il ne représente en 2001 que 90% de son niveau de 1973. Exprimé à pouvoir d'achat extérieur constant, il atteint, en 2001, plus de 1,7 fois son niveau de 1973.

- Exprimé par tête, le PIB à pouvoir d'achat intérieur constant ne représente en 2001 que 46,8% de sa valeur de 1973, il est pratiquement égal à son niveau de 1988 et reste inférieur à son niveau de 1977.

Méthode et objectifs	2
Données	2
Historique des PIB	2
Les références actuellement disponibles	3
Les données officielles	4
Les valeurs du PIB	5
Développements récents	6
Démarche	6
Questions de niveau	6
Le PIB : l'approche par la production. La structure par branches	6
Le PIB : l'approche par l'utilisation. L'équilibre des ressources et emplois	8
Le PIB : l'approche par les revenus	10
Essai de synthèse	11
Questions de niveau : regards transversaux	11
Calibrage démographique	11
Recensement Général de l'Agriculture	12
Recensements industriels de 1994 et 1998	12
Effectifs et rémunérations dans l'industrie.....	12
Comparaisons de la valeur ajoutée industrielle.....	12
La consommation des ménages	14
Questions de tendance.....	15
L'indicateur conjoncturel de la BdL	15
Le volume des chèques compensés	16
Une autre lecture de l'économie libanaise : modèle	16
Grandes caractéristiques économiques	16
Déficit extérieur et déficit public	17
Graphe représentatif	17
Mécanisme de financement	19
Allocation des facteurs, rigidité et distorsions des prix	20
Risque macro-économique et soutenabilité.....	21
Axes de correction	21
Pour quand la crise ?	21
Mais en attendant la crise, l'inflation financière	21
Mais en attendant la crise, l'inflation des prix intérieurs	22
Mais en attendant la crise, la distorsion des prix relatifs	23
Risque public et risque économique	24
Effets sur les revenus.....	26
Une structure de revenus fragile à la base	26
Un déséquilibre des revenus et des dépenses	27
Comparaisons temporelles longues	28

